

ACQUIS ET DÉFIS DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

La révolution a révélé les tunisiens à eux-mêmes. C'est un phénomène nouveau dans la mesure où le régime de Ben Ali a cassé tous les baromètres avec lesquels on pouvait mesurer les tendances de la société tunisienne. Tous ceux qui étaient sevrés de liberté, et d'expression, se manifestent parfois bruyamment. Et le remarquable est qu'ils apprennent eux-mêmes à prendre en compte les opinions différentes exprimées par leurs concitoyens. Il est incontestable qu'il s'agit là d'une conquête très importante, qui aura des répercussions essentielles sur la vie politique, mais également sur la vie sociale dans tous les secteurs d'activité.

Mais aussi, cette révolution a permis au droit, dans le sens large et non technique du terme, d'être une locomotive de la société, de jouer un peu le rôle qu'il a joué au début de l'indépendance avec la promulgation du code du statut personnel. Le fait que la parité dans les listes électorales soit instituée avec une très large majorité, est révélateur du rôle que peut prendre le droit, et on constate par la même occasion que notre droit n'était pas trop au diapason de la société, voire plutôt en retard par rapport à l'évolution des esprits. Cette question de la parité constitue une avancée dans la reconnaissance des droits des femmes, et une première dans le monde arabe et islamique.

Par ailleurs, la période que vit la Tunisie depuis le 14 janvier n'a pas que des aspects positifs. Parmi les manifestations négatives, il faut voir la surenchère que pratiquent beaucoup de ceux qui étaient plus ou moins impliqués dans l'ancien régime, profitant de cette situation pour s'octroyer une certaine virginité. Il y a là un vrai problème, surtout au niveau des médias et des journaux qui juste avant la révolution ne faisaient que louer l'ancien pouvoir. Dans les mêmes journaux et médias, les rédacteurs mais également d'anciens responsables, deviennent les porte-paroles de la révolution, plus révolutionnaires que les révolutionnaires.

Au titre des aspects défavorables, on peut également citer les décisions précipitées auxquelles sont acculées les autorités, lourdes de conséquences pour l'avenir. Je pense particulièrement au recrutement de centaines de diplômés chômeurs dans l'enseignement sans s'assurer suffisamment à l'avance qu'ils répondent aux exigences du métier. Quand vous avez un diplômé qui a obtenu son diplôme il y a dix ans et qui a pratiquement tout oublié, c'est dangereux de ne le recruter que pour des considérations sociales ou politiques.

Ces éléments positifs et négatifs caractérisent une période ouverte à tous les scénarii. Personne ne peut avoir de certitude sur la tournure que prendront les événements après les élections, parce que, en l'absence de baromètres laissés par l'ancien régime, personne ne connaît les tendances d'ensemble de la population.

L'on peut tout au moins dire que la Tunisie se confronte à des problèmes économiques et qu'il y a lieu de réfléchir à un autre modèle de développement tenant compte de la réalité tunisienne et des contraintes de l'économie mondialisée. Trois questions se posent à ce propos: le type d'intervention de l'État à définir; le rôle de la fiscalité qui doit être révisée de fond en comble; la production des richesses, comment et par quels moyens, en tenant compte des déséquilibres régionaux mais aussi de la rentabilité purement économique. Ces trois aspects sont liés. Il ne s'agit pas seulement de penser la redistribution de la richesse, il faut auparavant penser sa production. Ces défis majeurs sont structurels et non plus seulement conjoncturels.

On peut toutefois être optimistes dans la mesure où les décisions politiques et bureaucratiques seront prises sous les feux d'une communication libre où l'opinion publique, qui était jadis absolument exclue de cette décision, aura son mot à dire. Car en définitive il faudra bien aboutir à un certain consensus, explicite ou implicite, qui ne



© Photothèque Rouge/Akreml Mesbah, Tunis le 24 janvier 2011.

devra pas être factice, de façade tel celui proclamé sous l'ancien régime. Il sera la résultante des volontés libres, de gens qui adhèrent de leur plein gré et dans leur majorité à ce modèle de développement.

Cela ne veut pas dire que d'autres problèmes non moins importants ne se poseront pas dans l'avenir. En particulier des choix d'ordre culturel, non moins importants, et qu'il faut actuellement affronter. On peut résumer les défis qui s'y posent de la manière suivante: comment les Tunisiens apprendront-ils à se tourner résolument vers le futur et ne seront plus obnubilés par le passé quel qu'il soit? C'est à la base de tout. Par passé j'entends le passé récent, le mouvement national de libération, les réalisations du pouvoir depuis l'indépendance, ou bien le passé lointain, la pratique historique de la religion ou les symboles culturels qui étaient à l'œuvre dans les mentalités tunisiennes en général, par exemple le rôle des ulamas, le rôle du chef, la hiérarchie au sein de la famille. Tout cela, ce sont des symboles culturels et pas uniquement des réalités.

C'est tout un état d'esprit tourné vers l'avenir qui permettra aux potentialités qui existent chez les jeunes en particulier, de s'épanouir, et notamment pour certains dans la recherche non seulement scientifique et technologique, mais dans les sciences de l'homme et de la société. Autrement dit, il s'agit d'apprendre à se remettre en cause, d'avoir une attitude interrogative au lieu et place de l'attitude dogmatique, savoir se débarrasser de la théorie des complots. Cette éventualité est maintenant possible. Si cette révolution aboutit à un changement profond dans les manières de penser des Tunisiens dans tous les domaines, elle méritera alors le nom de révolution et non d'un simple soulèvement ou événement conjoncturel.

Abdelmajid CHARFI

Historien de la pensée islamique
(Propos recueillis par PND)



© Photo : AFP/Fethi Belaid, Manifestants à Tunis.